

# **Elections aux États-Unis : Le candidat à la présidence du Parti vert présente des perspectives socialistes et démocratiques**

mardi 11 août 2020, par [HAWKINS Howie](#), [SHEPPARD Barry](#) (Date de rédaction antérieure : 25 juillet 2020).

**La convention nationale 2020 du Parti vert des États-Unis s'est tenue en ligne. Elle a ratifié le choix de Howie Hawkins comme candidat à la présidence. Il a totalisé 205 voix sur les 357 exprimées lors des primaires dans les différents États. Angela Walker sera sa vice-présidente. En 2006, le candidat à la présidence du Parti vert, Jill Stein, a recueilli 1'457'044 suffrages.**

---

## **Barry Sheppard : Parlez-moi d'abord de vous.**

Howie Hawkins : J'ai 67 ans et je suis un camionneur retraité. Je vis à Syracuse, dans l'État de New York. Dans les années 1960, adolescent, j'ai commencé à militer à San Francisco dans les mouvements pour les droits civiques, la paix, la défense de l'environnement - et dans le mouvement ouvrier. Après avoir vu en 1964 les républicains et les démocrates s'opposer aux droits civiques ou repousser leur reconnaissance effective, après les avoir vus soutenir les uns et les autres l'escalade de la guerre, en 1965, au Vietnam, je me suis engagé en faveur d'une politique indépendante de la classe ouvrière, pour une société démocratique, socialiste et écologique.

J'ai participé à l'organisation de sa première réunion nationale en août 1984, depuis lors j'ai constamment milité au sein du Parti vert. En 2010, comme candidat du Parti vert au poste de gouverneur de New York, j'ai été le premier à faire campagne pour un New Deal vert. En 2014, et en 2018 à nouveau, j'ai mené campagne pour y être élu gouverneur. À chaque fois, nous avons reçu suffisamment de votes pour qualifier le Parti vert pour le scrutin de New York pour les quatre prochaines années [1].

## **Comment le Parti Vert s'oppose-t-il au pouvoir et aux intérêts des propriétaires des énergies fossiles ? En quoi votre Green New Deal écosocialiste diffère-t-il de celui que professent des démocrates de gauche comme Alexandria Ocasio-Cortez ?**

Nous voulons socialiser l'ensemble du secteur de l'énergie, y compris les sociétés charbonnières, pétrolières et gazières. Nous voulons réinvestir les revenus du secteur des combustibles fossiles réalisés au cours de la transition dans des énergies propres et renouvelables, plutôt que de produire davantage de charbon, de pétrole et de gaz.

Notre Green New Deal écosocialiste met l'accent sur les entreprises publiques et sur la planification dans les secteurs de l'énergie, des transports et de la production manufacturière, afin de mettre en œuvre d'ici à 2030 une transition rapide vers des émissions de carbone de nulles à négatives et une

énergie 100% propre.

Le Green New Deal a été la pierre angulaire du Parti vert dans les années 2010. Les démocrates l'ont repris comme slogan fin 2018, mais ils en ont édulcoré le contenu. La résolution non contraignante pour un Green New Deal qu'Alexandria Ocasio Cortes a introduite au Congrès a supprimé l'essentiel du Green New Deal du Parti vert, telles l'interdiction de la fracturation hydraulique et de nouvelles infrastructures de combustibles fossiles, l'élimination progressive de l'énergie nucléaire et d'amples réductions des dépenses militaires pour aider à financer le Green New Deal. Le Green New Deal des démocrates a repoussé à 2050 l'objectif de zéro émission de 2030.

La présidente [de la Chambre des représentants] Nancy Pelosi n'a jamais laissé la Chambre voter la résolution non contraignante. Tandis qu'au Sénat (où les républicains sont majoritaires), tous les démocrates ont voté « présent » [soit ni oui ni non, mais vote qui compte pour obtenir le quorum afin de valider ou invalider une loi] au lieu de « pour », à l'exception des quatre démocrates qui ont voté « non » avec les républicains. Les démocrates ne promulgueront pas de New Deal vert, comme le montrent clairement les politiques énergétiques pro-fossiles de Joe Biden et la plate-forme démocrate 2020.

### **Quelle est la signification du regain de Black Lives Matter (BLM) ? Sommes-nous à l'aube d'un nouveau mouvement radical ?**

L'importance du nouvel élan que connaît BLM est la suivante. Selon des sondages, pour la première fois dans l'histoire des États-Unis, une majorité de Blancs et de Blanches soutient un mouvement contre le racisme systémique. Peut-être sommes-nous à l'aube d'un nouveau mouvement radical, à voir le nombre de jeunes Blancs qui manifestent avec BLM leur solidarité avec les personnes de couleur.

Reste à savoir si ce mouvement deviendra un mouvement radical qui visera à modifier les structures du pouvoir, ou un mouvement de réformes qui se limite à réclamer à la structure de pouvoir existante de changer certaines pratiques.

### **Quelle est l'attitude du Parti vert face aux appels croissants à la réduction drastique du financement de la police et/ou à l'abolition de cette dernière ?**

Nous soutenons les revendications de « définancement » et d'abolition, mais nous considérons également indispensable de revendiquer le contrôle par la collectivité sur la police.

Le système de police que nous avons est celui que les politiciens ont conçu - à la demande de l'industrie immobilière et de ses propriétaires, des promoteurs, des avocats et des banquiers qui financent leur carrière politique - pour maintenir les petites gens, en particulier les Noir·e·s, à « bonne distance » des couches supérieures.

La police surveille les arrondissements scolaires et municipaux selon le New Jim Crow [2] où la ségrégation raciale et de classe ainsi que l'incarcération de masse se développent. Parce que la police se contrôle elle-même en interne, elle est en mesure de s'en tirer avec des meurtres, des agressions et d'autres crimes, notamment la confiscation de biens divers suite à une condamnation

Le contrôle de la police par la collectivité implique des commissions de police élues publiquement ou choisies par tirage au sort au sein de la collectivité, comme le sont les jurys. Ces commissions de police auraient le pouvoir d'embaucher et de licencier les chefs de police, de définir les politiques et les budgets, d'enquêter et de sanctionner les fautes commises par la police.

Si BLM se contente de réformes des pratiques policières, comme l'interdiction des clés d'étranglements ou d'autres réformes du recours à la force, sans s'en prendre à ceux qui gouvernent la police et pour qui elle travaille, la brutalité policière et le racisme continueront.

Nous soutenons la revendication de réductions drastiques des budgets de la police et d'investissement dans les besoins des collectivités. Nous étendons nos revendications, parce que les budgets des services de police ne suffiraient pas autrement à loger les sans-abri plutôt qu'à les accuser d'infractions pénales, à fournir un traitement médical aux toxicomanes plutôt qu'à les criminaliser, à fournir des écoles et des soins de santé décentes aux communautés pauvres.

Nous appelons également à supprimer le financement de l'armée et à investir son budget dans la création d'emplois, dans le développement des entreprises coopératives et collectives, pour le logement, les écoles et la santé qui sont indispensables aux communautés racisées et qui de la période de l'esclavage à nos jours ont été ségréguées, discriminées et exploitées.

Les communautés soumises à l'oppression raciale ne dénoncent pas seulement la brutalité policière, le harcèlement constant, la répression abusive d'infractions mineures et de comportements qui ne sont pas criminels. Elles dénoncent aussi l'absence de la police dans leurs communautés pour remédier aux crimes violents et graves contre la propriété dans leurs communautés.

Les crimes violents tels que les homicides, les viols et les voies de fait ne représentent que 5% des arrestations. Les graves atteintes aux biens comme le cambriolage, le vol et le vol de voiture en représentent elles environ 12%. La police ne procède à des arrestations que pour 25% de ces crimes. Et 60% des victimes de tels crimes ne les signalent pas, craignant souvent que la police ne les inculpe pour s'être trouvées sur les lieux du crime. Ces communautés se plaignent d'une police toujours présente pour les harceler et régulièrement absente lorsqu'il s'agit d'expulser de la rue les criminels dangereux.

L'abolition du maintien de l'ordre tel que nous le connaissons signifie repenser un système de sécurité publique qui soit au service des communautés opprimées racialement, qui les protège, qui remplace la structure actuelle du pouvoir. Le contrôle communautaire de la police nous permettrait d'y parvenir.

### **Quelle est votre position sur l'immigration ?**

La libération des immigrant·e·s détenus sera la première mesure que nous prendrons avec, du côté mexicain, l'ouverture de la frontière pour laisser entrer les migrant·e·s, pour réunir les parents et les enfants séparés, et pour aider ces personnes à trouver un logement, un emploi et les services dont elles ont besoin.

Nous soutenons une ouverture des frontières semblable à celle qui existe au sein de l'Union européenne. Pour travailler, faire leurs achats, passer leurs vacances ou s'établir, les gens devraient être libres d'aller et venir en ignorant les frontières. Il leur suffirait de s'enregistrer auprès de la douane et, en l'absence d'un mandat d'arrêt délivré par un tribunal, ils pourraient librement vaquer à leurs occupations.

### **Et sur les soins médicaux ?**

Nous proposons le Medicare for All. Au cours de la première année, un programme national d'assurance maladie le mettra en œuvre. Il payera la totalité des traitements médicaux. Il sera exclusivement financé par des impôts progressifs sur la fortune et le revenu sans aucune quote-part, franchise ou autres frais à la charge du patient.

Au cours de la décennie suivante, nous étendrons ce programme à un service national de santé sous contrôle public. Les hôpitaux et les cliniques relèveraient de la propriété publique. Les médecins, infirmières et autres salarié·e·s de la santé seraient des employé·e·s du secteur public. L'ensemble du système serait régi par des conseils de santé locaux élus publiquement qui se fédéreraient aux niveaux de l'État et de la Confédération pour assurer la planification et la coordination des moyens et des besoins.

### **Elu président, comment prendriez-vous en charge la lutte contre la pandémie de coronavirus ?**

Je recourrais à la Defense Production Act (Loi sur la défense de la production, datant de 1950) pour mettre en œuvre un programme fédéral de tests, de traçabilité et de quarantaine des personnes infectées ou ayant récemment été en contact avec des personnes infectées, afin de supprimer la propagation du Covid-19.

Une fois la circulation du virus largement contrôlée, nous serions en mesure de rouvrir l'économie et les écoles en toute sécurité avec des mesures de santé publique, comme des masques, d'autres équipements de protection individuelle et une distanciation sociale.

Pendant la période d'urgence, je demanderais au Congrès d'autoriser les dépenses permettant de soutenir les emplois des personnes, les frais généraux des entreprises, le financement des maisons et les loyers, les soins de santé et les revenus et ceci jusqu'à la fin de l'état d'urgence.

Pour sortir l'économie de la dépression du Covid-19, le Green New Deal écosocialiste est désormais nécessaire à la reprise économique, ainsi qu'à la sauvegarde de l'environnement et à la préservation du climat.

L'incapacité à combattre le virus aux États-Unis montre que les deux partis au pouvoir président un État en échec. Avec 4% de la population mondiale, les États-Unis comptent plus de 25% des décès dus au Covid-19 dans le monde. Trump a renoncé. Le Covid-19 a gagné.

Trump est un perdant. Mais qu'en est-il de Joe Biden ? Il vit à un jet de pierre du White House press corps (corps de presse de la Maison Blanche) [3]. Candidat démocrate, il pourrait attirer toute leur attention à l'occasion de conférences de presse pour appeler l'opinion et le Congrès à soutenir le programme de tests, de traçabilité et de quarantaine dont le pays a urgemment besoin. Au lieu d'assumer le leadership et de proposer une direction, il semble terré dans sa cave.

Nos déclarations, depuis mars, ont régulièrement exigé une réponse urgente et scientifiquement fondée à la crise du Covid-19. [Depuis le 3 mars nous avons publié huit documents sur ce sujet : le dernier est intitulé « Redlines for Covid and Economic Recovery », datant du 30 juillet <https://howiehawkins.us/red-lines-for-covid-and-economic-recovery/>]

### **Le Parti vert se décrit comme « explicitement anticapitaliste ». Êtes-vous socialiste ?**

Je suis socialiste. Je soutiens un socialisme démocratique et écologique. La plate-forme du Parti vert appelle à une alternative économique au capitalisme et au socialisme d'État antidémocratique. Il appelle cette alternative : « écosocialisme », « communalisme » et « fédération d'un commonwealth coopératif ».

### **Quelles sont les propositions du Parti vert pour aller vers l'organisation de forces pour un changement radical, y compris les travailleurs et les travailleuses ?**

Quelque 100 millions de personnes, 42% de l'électorat, n'ont pas voté lors de l'élection

présidentielle de 2016. Ces personnes sont de manière disproportionnée issues de la classe ouvrière, des gens de couleur et des jeunes. Ils votent en petit nombre parce qu'ils sont étrangers à cet État bipartite du grand patronat. Ils sont l'avenir d'un Parti vert qui aspire à devenir un parti de masse et une force politique états-unienne.

Notre campagne aide nos adhérent·e·s, sur le plan local et au niveau des États, à apprendre à être des organisateurs et pas seulement des militant·e·s. Les Verts sont des militants fiables. Nous sommes présents. Nous descendons dans la rue, pour défendre nos objectifs et mobiliser les nôtres.

Nous devons maintenant élargir notre base en travaillant avec ces communautés délaissées comme le font les bons organisateurs syndicaux et communautaires. Ils ne prêchent pas, ils écoutent. Ils s'efforcent d'être réactifs et utiles sur les questions qui préoccupent ces communautés. Ils établissent des relations, des amitiés et de la confiance.

Grâce à cette approche, nous pouvons créer des sections locales du Parti vert dans ces communautés et y être actifs sur toutes ces questions entre les élections ainsi que pendant les campagnes électorales.

### **Nous vivons actuellement une profonde récession. Que proposez-vous qui puisse aider les travailleurs/travailleuses et les opprimé·e·s ?**

Nous faisons campagne pour une « Economic Bill of Rights » [4] une « Déclaration des droits économiques » qui comporte une garantie de l'emploi, un revenu garanti au-dessus du seuil de pauvreté, un logement abordable, le Medicare for All, une éducation publique gratuite de la garde des enfants à l'université et une retraite sûre en doublant les prestations de sécurité sociale. La Déclaration des droits économiques fait partie de notre Green New Deal écosocialiste.

L'autre partie est le programme de reconstruction de l'économie verte pour rebâtir tous nos secteurs productifs, y compris l'énergie, les transports, la production manufacturière, l'agriculture et les bâtiments, pour des émissions de carbone nulles à négatives et pour une énergie propre à 100% d'ici à 2030.

Notre budget pour ce programme est de 27'500 milliards de dollars sur dix ans et il crée plus de 30 millions d'emplois principalement dans la construction et la production manufacturière. C'est l'investissement public dont nous avons besoin pour reconstruire l'économie vers une prospérité écologiquement durable.

### **Nombre de militant·e·s de gauche, y compris des personnes qui se définissent socialistes, appellent à soutenir Biden pour battre Trump. Que leur répondez-vous ? Quelle est votre analyse des partis démocrate et républicain ?**

Trump creuse sa propre défaite. Le Covid-19 lui avait offert la possibilité de se borner à suivre les conseils d'experts en santé publique, de « battre » le virus, de rouvrir l'économie en toute sécurité et d'être le héros de la crise. Mais il est si ignorant, incompetent et égocentrique - et aujourd'hui même beaucoup de ses partisans voient qu'il est un dangereux menteur compulsif. Il s'effondre dans les sondages.

Il risque toutefois d'être réélu alors que des dizaines de milliers de personnes meurent des suites du Covid-19 et que des millions sont jetées au chômage, ces dernières perdent leur assurance maladie, parce qu'elle est liée à leur contrat de travail. Elles risquent d'être expulsés de leur logement ou de voir leur domicile saisi. Si les démocrates ne peuvent pas battre Trump dans un tel effondrement, ils ne peuvent rien faire.

Pour les socialistes, la question est la suivante : vont-ils voter pour un programme socialiste ou pour le capitalisme néolibéral de Biden ? Les socialistes qui votent pour Biden se suicident politiquement en tant que socialistes. Ils disparaissent d'eux-mêmes. Ils réduisent leur voix au silence. Ils renoncent à leur propre identité d'alternative socialiste. Personne ne saura jamais que le vote d'un socialiste pour Biden était celui d'un socialiste. C'est un vote en faveur d'un faucon de guerre néolibéral. Le socialisme se perd dans cette bouillie. Les socialistes ne peuvent pas compter sur le Parti démocrate pour lutter efficacement contre la droite.

Les démocrates satisfont les républicains. Bill Clinton a appelé cela « triangulation » et a mis en œuvre les propositions républicaines, notamment la fin de la garantie de l'aide sociale fédérale, les accords commerciaux gérés par les entreprises, l'austérité budgétaire dite équilibrée, l'augmentation des dépenses militaires et les projets de loi sur la criminalité pour une incarcération massive.

Président du Comité judiciaire du Sénat, Joe Biden a été l'architecte législatif de bon nombre de ces politiques. Vice-président des États-Unis, il a soutenu la mise en œuvre par Barack Obama de la réforme républicaine des subventions publiques pour l'assurance maladie privée. En tant que président du Comité des relations extérieures, Biden a assuré le soutien démocrate à la guerre en Irak.

Vice-président des États-Unis, il a assumé la politique de l'administration Obama qui n'a pas poursuivi les hommes d'affaires criminels qui ont volé la moitié de la richesse de « l'Amérique noire » par des prêts hypothécaires prédateurs, des saisies et des fraudes à la « robo-signing » (signature robotique) [5] qui ont volé des millions de maisons.

Parce que l'administration Obama n'a pas poursuivi ces hommes d'affaires criminels, deux parmi les pires d'entre eux sont maintenant dans le cabinet de Trump, Wilbur Ross au [département du] Commerce et Steve Mnuchin au [département du] Trésor. Le duo Obama/Biden a refusé de poursuivre les responsables de la politique de détention secrète et de torture des combattants ennemis capturés et des terroristes présumés. Maintenant, beaucoup de ces responsables - de facto des criminels de guerre - sont de retour au sein de l'administration Trump.

Trump aurait pu être destitué et condamné par une opinion publique mobilisée contre la longue liste de ses délits si le Congrès à majorité démocrate avait voulu montrer comment le mépris de la loi, l'avidité personnelle, le mépris du Congrès et les abus de pouvoir qui caractérisent Trump nuisaient aux salarié·e·s, aux consommateurs et à l'environnement. Mais la présidente Nancy Pelosi a renoncé à une mise en accusation d'une telle envergure afin de protéger ses députés démocrates conservateurs contre leurs adversaires républicains.

La gauche américaine est en train de disparaître dans un Parti démocrate devenu fondamentalement capitaliste, suite au Front populaire communiste en 1936, et à la politique de réalignement du Parti socialiste dans les années 1950 et 1960. Ces partis y sont entrés, et jamais ils n'en sont sortis comme alternative de gauche claire. En l'absence d'un large parti de gauche, indépendant, cherchant à mobiliser son électorat, les démocrates se sont progressivement déplacés vers la droite à la recherche d'électeurs indécis.

Le Parti républicain représente aujourd'hui un racisme blanc revanchard qui a toujours été une force dans la politique états-unienne, mais qui décline avec son vieillissement démographique, alors que le pays se dirige vers une majorité de personnes de couleur. Le « Grand Old Party » (GOP, Parti républicain) est surreprésenté dans les États en raison de la manipulation des circonscriptions législatives et de l'existence d'un Collège électoral antidémocratique.

Les démocrates représentent les couches professionnelles liées à la gestion des entreprises, comme le ferait un parti européen confortablement installé au centre-droit de l'échiquier politique. L'aile progressiste du Parti démocrate est autorisée à faire des discours, mais c'est l'aile liée au capital qui prend les décisions. La base de masse des deux grands partis traditionnels est constituée des classes moyennes et supérieures. Seule une petite partie de la classe ouvrière vote.

Les démocrates n'ont pas de solutions aux problèmes de vie ou de mort auxquels nous sommes confrontés avec le climat, les inégalités et la nouvelle course aux armements nucléaires. Les démocrates ont résisté à s'engager dans la défense du climat depuis que l'administration Clinton/Gore a négocié pour affaiblir les protocoles de Kyoto et n'a jamais poussé le Sénat à les ratifier.

Quarante-cinq ans de stagnation des salaires et d'inégalités croissantes ont conduit à une diminution de l'espérance de vie dans la classe ouvrière américaine. Le Bulletin des scientifiques atomiques a déplacé sa Doomsday Clock, l'Horloge de l'apocalypse [6] au plus près de minuit. Aucun des principaux candidats du Parti démocrate n'a abordé la nouvelle course aux armements nucléaires, alors que le dernier traité bilatéral sur les armes nucléaires entre les États-Unis et la Russie expire en février prochain.

Les Verts offrent de réelles solutions à ces problèmes. Les vraies solutions ne peuvent pas attendre.

### **Entretien avec Howie Hawkins conduit par Barry Sheppard fin juillet 2020.**

#### *Notes*

[1] Dans l'État de New York, pour pouvoir bénéficier d'un accès automatique au vote, un parti doit avoir reçu au moins 50'000 voix lors de l'élection précédente au poste de gouverneur. (Réd.)

[2] Les lois Jim Crow (Jim Crow Laws) étaient des lois nationales et locales promulguées par les législatures des États du Sud de 1877 jusqu'en 1964, lois visant à entraver l'application effective des droits constitutionnels des Afro-Américains, acquis au lendemain de la Guerre de Sécession : le Treizième amendement de la Constitution des États-Unis du 6 décembre 1865 abolissant l'esclavage ; le Quatorzième amendement de la Constitution des États-Unis de 1868, accordant la citoyenneté à toute personne née ou naturalisée aux États-Unis et interdisant toute restriction à ce droit ; le Quinzième amendement de la Constitution des États-Unis, de 1870, garantissant le droit de vote à tous les citoyens des États-Unis. (Réd.)

[3] Le White House Press Corps est un groupe de journalistes ou de correspondants habituellement accrédités à la Maison Blanche à Washington, qui assurent la couverture des événements impliquant et mentionnant le président des États-Unis. (Réd.)

[4] The Bill of Rights, la Déclaration des Droits : elle est l'ensemble constitué des dix premiers amendements à la Constitution des États-Unis. Elle limite les pouvoirs du gouvernement fédéral et garantit les libertés de presse, de parole, de religion, de réunion, le droit de porter des armes, et le droit de propriété.

(5) « Robo-signing » est un terme utilisé par les défenseurs des consommateurs pour décrire le processus de validation automatique de la production de masse d'exécutions fausses et falsifiées de cessions hypothécaires, de satisfactions, d'affidavits et d'autres documents juridiques liés aux saisies d'hypothèques et aux questions juridiques créées par des personnes sans connaissance des faits attestés. Cela comprend également les accusations de fraude notariale dans lesquelles les notaires pré-et/ou post-notarisent les affidavits et les signatures de soi-disant robo-signeurs. (Réd.)

[7] Doomsday Clock, L'horloge de la fin du monde ou horloge de l'Apocalypse (Doomsday Clock) est une horloge conceptuelle créée peu de temps après le début de la guerre froide et mise à jour depuis 1947 par les directeurs du Bulletin of the Atomic Scientists de l'université de Chicago, sur laquelle minuit représente la fin du monde. L'horloge utilise l'analogie du décompte vers minuit pour dénoncer le danger qui pèse sur l'humanité du fait des menaces nucléaires, écologiques et technologiques. Le nombre de minutes restant avant minuit est mis à jour après une estimation collégiale. Depuis le 23 janvier 2020, l'horloge affiche minuit moins cent secondes (23h. 58 min. 20 s.) en raison de l'« incapacité des dirigeants mondiaux à faire face aux menaces imminentes d'une guerre nucléaire et du changement climatique ». (Réd.)

---

## **P.-S.**

- Article envoyé à la rédaction par Barry Shepard ; traduction rédaction A l'Encontre. 11 août 2020 : <https://alencontre.org/ameriques/americanord/usa/etats-unis-le-candidat-a-la-presidence-du-parti-vert-presente-des-perspectives-socialistes-et-democratiques.html>